



## Revue Française de Civilisation Britannique

French Journal of British Studies

XII-3 | 2003  
La ville victorienne

---

# Criminalité et police à Londres au XIX<sup>e</sup> siècle

*Crime and Policing in 19<sup>th</sup> Century London*

Philippe Chassaigne

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/1612>

DOI : 10.4000/rfcb.1612

ISSN : 2429-4373

### Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

### Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2003

ISSN : 0248-9015

### Référence électronique

Philippe Chassaigne, « Criminalité et police à Londres au XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XII-3 | 2003, mis en ligne le 01 septembre 2003, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/1612> ; DOI : 10.4000/rfcb.1612

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# Criminalité et police à Londres au XIX<sup>e</sup> siècle

*Crime and Policing in 19<sup>th</sup> Century London*

Philippe Chassaigne

---

- 1 S'intéresser au crime et à la police à Londres au XIX<sup>e</sup> siècle conduit à aborder plusieurs pans de l'histoire urbaine britannique. C'est, tout d'abord, voir comment les instances municipales résolurent les dystrophies auxquelles leur très forte croissance démographique les confronta : insécurité, pollution, voire embouteillages... et, donc, criminalité. C'est aussi s'intéresser à un « modèle de police » original dans ses principes et dans ses pratiques, qui s'est construit par opposition à un contre-modèle, plus autoritaire, en vigueur sur le Continent, que les Britanniques avaient profondément en horreur. C'est, encore, aborder un mythe extrêmement vivace, ou qui l'a longtemps été, celui de la « meilleure police au monde », d'une « histoire d'amour » entre une police et son peuple. C'est, enfin, traiter d'un champ de débats historiographiques très fécond.

## 1. La police, réponse aux dystrophies urbaines, fin XVIII<sup>e</sup>-début XIX<sup>e</sup> siècles

- 2 La violence constitue l'un des problèmes urbains majeurs caractérisant Londres aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Cette violence est tout à la fois politique, comportementale et criminelle.
- 3 Violence politique, avec les émeutes, manifestation paroxystique de revendications politiques impossibles à exprimer par ailleurs. On connaît bien sûr les *Gordon Riots*, mais elles sont loin d'être les seules : du 22 au 25 septembre 1764, le quartier de Spitalfields est ravagé par une émeute irlandaise à la suite d'une altercation avec un tisserand, qui se solde par un mort et plusieurs blessés<sup>1</sup>. On l'imputera bien sûr au traditionnel antagonisme entre Irlandais et Anglais, mais il arrivait que les motivations politiques ou économiques fussent vite reléguées au second plan pour déboucher sur des éruptions de violence incontrôlées<sup>2</sup>, comme les *Gordon Riots*, du 3 au 9 juin 1780 : si elles trouvent leur point de départ dans le rejet par le Parlement, le 2 juin, d'une pétition rédigée par Lord

George Gordon, demandant l'abolition des quelques timides mesures d'émancipation en faveur des catholiques contenues dans la loi de Tolérance de 1778, elles s'amplifièrent rapidement, investissant le cœur même de la ville<sup>3</sup> et prenant comme cible les chapelles catholiques des légations étrangères ou les demeures de riches catholiques. Quatre prisons (Newgate, King's Bench, New Bridewell et Fleet) furent mises à sac et leurs détenus relâchés. Il fallut mobiliser plus de 11 000 soldats pour venir à bout des insurgés, ce qui ne fut fait que dans la journée du 9 juin. La valeur totale des dégâts s'éleva à 100 000 £ ; quelque 700 émeutiers trouvèrent la mort, certains au cours des charges des militaires, mais beaucoup d'autres du fait de leur absorption excessive d'alcool ; 160 meneurs furent jugés, 59 furent condamnés à mort et 25 exécutés.

- 4 Violence comportementale, ensuite, ou, plutôt, brutalité au quotidien : collective, avec les débordements toujours redoutés de la foule urbaine, dans une ville à la forte croissance démographique (0,5 million en 1700, 1,1 million en 1801). Plutôt que le terme de « foule » (*crowd*), les contemporains préféraient employer celui de « populace » (*mob*), la multitude toujours prête à entrer en ébullition (*'mob'* étant l'abréviation de *mobile vulgus*, la foule agitée) – le terme *'mob'* signifie également « émeute ». La violence était aussi visible dans les comportements individuels, comme l'illustrent nombre de relations de voyages. En 1821, le Suédois Christian Augustus Gottlieb Goede note :

Ils [*les Londoniens*] se querellent et se battent (parfois jusqu'à y laisser la vie) à l'entrée des théâtres, et on n'a pas encore réussi à tirer la police de sa léthargie.

ou encore :

Les rues de Londres sont très peu sûres aux alentours de minuit ; je m'y suis souvent trouvé de nuit et j'ai fréquemment traversé la plus grande partie de la ville après les douze coups de minuit. Au cours de ces pérégrinations, il m'est couramment arrivé d'entendre les cris de personnes qui appelaient à l'aide contre des actes de violence<sup>4</sup>.

- 5 La lecture des journaux d'époque donne aussi l'impression d'une ville gangrenée par la violence : le *London Chronicle*, dans son édition du 9 janvier 1762, rapporte un fait divers représentatif de l'époque :

La semaine dernière, M. Christopher Stroot, riche fermier de Wisbich Bank, assistait à un combat de coqs lorsqu'une dispute survint au cours de laquelle il fut violemment poussé en arrière, tomba et mourut sur le champ<sup>5</sup>.

- 6 C'est enfin l'omniprésence d'une criminalité violente : pour le Suisse Francis Lacombe, qui visite Londres vers 1775, les habitants de la ville sont constamment sous la menace des voleurs de grand chemin, qui vont jusqu'à tenir une sorte de quartier général dans une taverne située juste à la barrière d'Oxford Street<sup>6</sup>. D'ailleurs,

Les voleurs enfoncent portes et fenêtres presque sous leurs yeux [*des occupants*] et déménagent toute une maison. La ville est remplie de la plus rude et la plus insolente racaille<sup>7</sup>.

- 7 Pickpockets et voleurs à main armée étaient particulièrement nombreux : équipés de couteaux, d'instruments tranchants ou d'armes à feu, les délinquants guettaient leurs proies à la sortie des théâtres pour les dévaliser, quitte à les étendre pour le compte pour se débarrasser de façon expéditive de témoins gênants, comme en atteste une autre notice parue dans le *London Chronicle* :

La femme que deux hommes ont agressée à coups d'herminette et détroussée vendredi dernier entre Hyde Park Corner et Knightsbridge, est morte à l'hôpital St Giles mardi matin<sup>8</sup>.

- 8 Ces voleurs agissaient le plus souvent par groupes, voire en bandes qui infestaient les rues à la tombée de la nuit et utilisaient des tavernes de Covent Garden, de Fleet Street ou du Strand comme repaires, rendant les rues du centre de la capitale particulièrement peu sûres. La congestion de l'habitat – dès 1751, le magistrat Henry Fielding remarquait que, du fait de « *l'extension récente de leurs banlieues, de l'irrégularité de leurs immeubles et du nombre immense d'allées, de ruelles, de recoins et d'arrière-cours* », Londres et Westminster donnaient l'impression d'avoir été « *conçues pour faciliter la dissimulation* » des bandits<sup>9</sup> – et les défaillances de l'éclairage public, au moins jusqu'au milieu du siècle, contribuaient à accentuer ces problèmes.
- 9 Ces différents témoignages dessinent une géographie du danger, dont les principaux pôles seraient Whitechapel, Limehouse, Smithfield et Barbican dans l'est londonien, St Giles, Holborn, Alsatia<sup>10</sup> ou Covent Garden dans le centre, ainsi que la quasi-totalité du quartier de Southwark au sud de la Tamise. Autant de quartiers que l'on regroupe sous le vocable de *rookery*. Celui-ci, qui désigne étymologiquement une colonie de freux (corbeaux), se voit appliqué à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle aux quartiers de taudis où s'agglutinent les éléments à la fois les plus pauvres et les plus suspects de la population<sup>11</sup>.
- 10 Les *Ratcliffe Highway Murders* (décembre 1811) furent sans doute le point culminant de cette période. Il s'agit des meurtres de deux familles de *Ratcliffe Highway*, artère du quartier mal famé de Wapping, dans l'*East End* londonien, les Marr et les Williamson, sauvagement mis à mort respectivement les 7 et 19 décembre. Le coupable ne fut pas identifié formellement, mais les soupçons se portèrent sur un matelot du nom de John Williams, qui avait été trouvé en possession de divers effets ayant appartenu aux victimes. Il échappa à son procès en se suicidant, geste qui fut alors généralement interprété comme un aveu de culpabilité<sup>12</sup>. Ces meurtres eurent un retentissement considérable à l'échelle nationale : on rechercha le ou les coupables à travers toute la Grande-Bretagne, plusieurs villes offrirent des récompenses de plusieurs centaines de livres sterling à ceux qui arrêteraient les malfaiteurs et toute la presse en fit ses gros titres pendant près de trois semaines.

## 2. Vers la mise en place de la « Nouvelle Police »

- 11 Ces problèmes de sécurité publique amenèrent, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, certaines voix à s'élever contre le système de police existant alors à Londres. Inchangé depuis le Statut de Winchester (1385), il se composait de *parish constables* (agents paroissiaux) et de *watchmen* (agents du guet), exerçant leurs fonctions à temps partiel, sans aucune formation. Au nombre de ces critiques, les « grands réformateurs » de l'époque, tels Henry et John Fielding ou Patrick Colquhoun, qui menèrent une campagne en faveur d'une refonte totale du système de police pour mieux assurer la sécurité des personnes et des biens dans la capitale.
- 12 Henry Fielding (1707-1754), par ailleurs romancier à succès, exerça à compter de 1748 la fonction de juge de paix (*Justice of the Peace* ou *JP*) pour Westminster, puis, l'année suivante, pour tout le comté de Middlesex. Dès 1751, dans son *Inquiry into the Causes of the Late Increase of Robbers*, il identifiait la cause profonde de l'insécurité aux transformations socio-économiques de l'époque qui avaient détruit les anciens cadres de la société et profondément transformé les mœurs des Anglais, « *en particulier ceux des plus basses classes* »<sup>13</sup> ; privés de repères, grisés par l'élévation générale du niveau de vie, ils se trouvaient

poussés à l'oisiveté, à l'ivrognerie et au crime. En 1752, Henry Fielding institua une patrouille montée qui circulait dans les rues de Londres la nuit. Son demi-frère John (1721-1780) poursuivit son entreprise lorsqu'il lui succéda en 1754 à la tête du tribunal de police de Bow Street. A compter de 1772, il fit placarder chaque semaine dans des lieux publics des affiches, les *Weekly Hue and Cry*, décrivant les criminels recherchés par la *Bow Street Patrol* : créée en 1763, il s'agissait d'un escadron de 68 hommes, basé à Bow Street (le tribunal de police de Londres), qui patrouillaient les principales artères du centre de Londres à la poursuite des voleurs. En 1792, le *Middlesex Justice Act* divisa la capitale, à l'exception de la *City*, qui conservait son organisation propre, en sept circonscriptions policières, chacune d'entre elles se voyant dotée de trois magistrats professionnels, au lieu des *Justices of the Peace* bénévoles, et de six *constables*, toujours recrutés selon l'ancien système. Cette réforme, d'ampleur limitée, ne pouvait cependant résoudre tous les problèmes, ne serait-ce qu'à cause des mauvais rapports qui existèrent dès l'origine entre anciennes et nouvelles instances.

- 13 Une génération plus tard, Patrick Colquhoun (1745-1820), nommé juge de police à Londres en 1789, tenta dans plusieurs traités et brochures, tels *A Treatise on the Police of the Metropolis* (1795) ou *A Treatise on Indigence* (1806), de fournir un tableau circonstancié de la criminalité dans la capitale et de trouver des solutions pour la faire reculer. Il voyait la véritable cause de la montée de la criminalité dans la nature même des pauvres, leur imprévoyance et leur propension innée à l'intempérance. Il œuvra à la création en 1798 de la *Marine Police Force* pour assurer la sécurité des navires au mouillage le long des quais de la capitale et, en 1805, d'une nouvelle patrouille montée de Bow Street ayant juridiction sur l'ensemble de la capitale.
- 14 Aucune autre réforme ne se produisit avant celle de Robert Peel en 1829 : les résistances étaient en effet très vives car, pour de nombreux Anglais, toute évocation d'une police professionnelle faisait immédiatement penser à la maréchaussée de Louis XIV, ou à la police de Fouché sous le Premier Empire, incarnations même du despotisme et totalement antithétiques des « libertés anglaises ». On comptait davantage, pour assurer la sécurité des personnes et des biens, sur le caractère dissuasif d'un code pénal dans lequel plus de deux cents crimes étaient passibles de la peine capitale (le *Bloody Code*). Il n'en était manifestement rien, et son inefficacité commença à être assez largement perçue dans les années 1810. Les campagnes d'un certain nombre de juristes réformateurs, tel Samuel Romilly, en faveur d'une rationalisation de la loi conduisirent le Parlement à diminuer progressivement le nombre de crimes capitaux, mais l'instauration d'une police professionnelle devenait en contrepartie inévitable.
- 15 En 1829, Robert Peel, ministre de l'Intérieur, dota Londres d'une force de trois mille hommes, rapidement surnommés *bobbies*<sup>14</sup>, qui se substitua définitivement aux anciens *constables* et *watchmen*<sup>15</sup>. Leur autorité s'étendait sur un rayon de quinze milles à partir de Charing Cross, sauf sur la *City*, qui, toujours jalouse de son indépendance administrative, conservait sa propre organisation. Répartis en dix-sept secteurs (*divisions*), ils relevaient directement du ministère, et avaient pour mission tant de lutter contre le crime que de faire respecter l'ordre public (régler la circulation, faire fonction d'inspecteurs des nuisances, appliquer les règlements de voirie, faire la chasse aux fraudeurs sur les foires et les marchés, arrêter vagabonds et ivrognes...). Ils portaient un uniforme pour être immédiatement identifiables (une crainte très répandue était qu'ils ne se transformassent en indicateurs), mais sa couleur bleue empêchait toute confusion avec des militaires.

- 16 Le corps de la *Metropolitan Police* s'étoffa progressivement avec la création, en 1837, de policiers en civil ; en 1839, les *Bow Street Runners* et la *Thames Police* furent intégrés dans la police londonienne ; la création de la *Detective Branch*, en 1842, chargée de superviser les activités des policiers dans les enquêtes difficiles, marqua en quelque sorte le début d'une police scientifique (elle fut transformée en 1878 en *Criminal Investigation Department*). Entre-temps, en 1839, la *City* s'était dotée de sa propre police, indépendante de celle de Londres. En 1900, la *Metropolitan Police* comptait 16 000 hommes, répartis en 21 divisions<sup>16</sup>

### 3. L'exportation du modèle londonien en province

- 17 Dans les années 1830, les tentatives d'étendre le modèle londonien au reste de l'Angleterre (*Municipal Corporations Act*, 1835, et *Rural Constabulary Police Act*, 1839) restèrent généralement lettre morte. En 1856, finalement, le *County and Borough Police Act* rendit obligatoire l'existence dans chaque *borough* et dans chaque comté d'une force de police autonome, administrée par un comité de surveillance (*watch committee*) et financée par les impôts locaux.
- 18 Cette chronologie de la diffusion de la « Nouvelle Police » en province obéit à de multiples facteurs<sup>17</sup>. Les municipalités hésitaient souvent devant le coût d'une telle réforme qui ne leur paraissait pas nécessairement justifié : le système traditionnel, plus souvent qu'on ne l'a dit, donnait satisfaction, en particulier dans les villes petites ou moyennes<sup>18</sup>. En revanche, la crainte de l'agitation chartiste s'avéra une incitation plus puissante à l'adoption de la « nouvelle police » : les manifestations de foule, les émeutes qu'il occasionna – notamment dans les régions industrielles des Midlands et du Lancashire – et, aussi, la rhétorique incendiaire de certains meneurs purent raviver la phobie de la « populace » qui s'était manifestée à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ainsi, à Birmingham, la réforme fut la conséquence directe des *Bull Ring Riots* d'avril 1839, lorsqu'il fallut faire venir par train un détachement de policiers londoniens pour rétablir l'ordre. Le succès de l'opération (du point de vue des responsables du maintien de l'ordre) plaida en faveur de l'adoption du modèle londonien<sup>19</sup>.
- 19 Les nouvelles forces de police se voyaient donc explicitement donner pour mission la défense de l'ordre politique tout autant que celle de l'ordre public, comme l'attesta ensuite leur fréquente utilisation dans la répression des manifestations de rues.

### 4. Quelles motivations ?

- 20 Ce dernier point conduit à se poser la question des motivations qui présidèrent à cette réforme de la police au XIX<sup>e</sup> siècle. Son interprétation a suscité un débat historiographique assez révélateur des « modes » historiographiques successives.
- L'approche « progressiste »
- 21 Cette formule traduit l'expression anglaise '*whig approach*', c'est-à-dire, au sens strict, l'approche « libérale », du nom du parti *whig* (puis libéral) et, par extension, « progressiste »<sup>20</sup>. Cette vision de l'Histoire repose sur une conception linéaire et strictement positiviste, évoluant vers toujours plus de progrès, la recherche du progrès étant la clef de l'évolution historique. Dans cette perspective, la réforme de la police londonienne procédait avant tout de l'action de quelques réformateurs « éclairés », John Fielding, Patrick Colquhoun, Robert Peel, et était l'une des multiples réformes entreprises

par les gouvernements *whig* dans les années 1830 (réforme de la loi électorale en 1832, réformes de l'Église d'Angleterre, *New Poor Law* en 1834, réforme des conseils municipaux en 1835)<sup>21</sup>.

— L'approche « révisionniste »

- 22 Cette deuxième interprétation, apparue dans les années 1960, a véritablement triomphé dans les années 1970. Procédant d'une vision de l'Histoire marquée par le marxisme, où l'État n'est pas l'incarnation de toute la société, mais de la classe dominante, pour « mater » la classe exploitée, au besoin par la force, elle interprète globalement les réformes policières et judiciaires réalisées aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles comme un nouvel avatar de la lutte des classes. La « nouvelle police » était l'instrument de l'application du nouvel ordre économique capitaliste et de la défense des intérêts de classe de la bourgeoisie : les forces de police professionnelles auraient eu pour but moins d'assurer la sécurité des citoyens que celle des biens des possédants, et, en faisant peser un étroit contrôle sur les populations laborieuses, de les forcer à intégrer les nouvelles valeurs bourgeoises<sup>22</sup>.
- 23 La principale critique qui peut être faite à cette interprétation est sans conteste l'aspect trop déterministe et excessivement généralisateur de son argumentation, que des recherches plus récentes ont eu tendance à battre en brèche. Pour les transformations de la police, elle surestime notamment l'aspect de rupture radicale, alors que ces réformes furent avant tout graduelles, marquées par de nombreux tâtonnements, et que les éléments de continuité furent nombreux entre ancien et nouveau système, beaucoup des anciens *parish constables* se retrouvèrent sous l'uniforme des nouveaux *police constables*<sup>23</sup>. Il fallut près d'une génération (1829-1856) pour parvenir à l'instauration d'un système certes uniforme, mais décentralisé et, donc, échappant à l'État — en tout cas à un État centralisateur. Ces réticences s'expliquent toujours par l'attachement aux « libertés anglaises », mais aussi par le souci d'économie, les municipalités (et les contribuables) étant très sensibles au coût de la réforme.

## 5. La réforme fut-elle un succès ?

- 24 Un mémoire publié anonymement à Londres en 1858 (*Scenes from my Life. By 'A Working Man'*) illustre le sentiment qu'avaient les contemporains de la réussite des efforts entrepris pour renforcer la sécurité urbaine<sup>24</sup>. L'auteur y raconte comment, dans les années 1830, son quartier de Spitalfields était devenu un « mauvais quartier », c'est-à-dire dangereux, marqué notamment par les agissements de quelques bandes rivales de jeunes gens qui faisaient régner la violence dans les rues ; ainsi le *Brickfield Gang* s'était fait une spécialité du *bullock hunting* – c'est-à-dire aiguillonner un bœuf avant de le lâcher, furieux et fou de douleur, en plein marché –, jeu auquel ils se livraient pratiquement tous les lundis matins (c'était le jour du marché aux bestiaux de Smithfield), et qui était une occasion de détrousser les passants. « Grâce à la Nouvelle Police, écrit-il, le bullock-hunting est maintenant une chose du passé ». En fait, la mesure des changements en cours avait été prise dès la fin des années 1840. Les propos de W.C. Taylor en 1839, affirmant : « il n'y a jamais eu de période où la sécurité des personnes et des biens a été aussi bien assurée en Angleterre »<sup>25</sup>, pouvaient encore sembler d'un optimisme prématuré : les statistiques judiciaires faisaient apparaître un nombre d'inculpations en constante augmentation d'une année sur l'autre, ce que la quasi totalité des contemporains avait tendance à interpréter comme une preuve de la hausse effective de la criminalité. En 1815, 7 818



personnes (hommes et femmes confondus) avaient ainsi été inculpées ; vingt ans plus tard, les chiffres s'élevaient à 20 731, pour culminer, nous l'avons vu, en 1842, avec 31 309 inculpations. Rapportées à la population, ces données faisaient état d'un taux de criminalité qui était passé en vingt-sept ans de 72 pour 100 000 habitants à 194 pour 100 000<sup>26</sup>. Dès 1843, cependant, le nombre des inculpations commença de décroître, pour se situer en 1850 à un niveau inférieur à celui de 1841 (152,8 contre 176 pour 100 000<sup>27</sup>) : c'était le début du « miracle anglais »<sup>28</sup>, qui, au vu des données statistiques d'époque, se poursuivit au cours des décennies suivantes. Dès 1853, l'inspecteur des prisons Frederick Hill pouvait affirmer : « la quantité de délits dans ce pays est en train de diminuer régulièrement et prend une forme de plus en plus bénigne »<sup>29</sup>.

- 25 En 1890, dans une communication devant la Société royale de statistique, George Grosvenor revenait sur cette diminution et en soulignait les causes : l'efficacité accrue de la police, les effets positifs des maisons de correction ou des écoles techniques (sous-entendu : pour prévenir la délinquance juvénile) :

[N]ous devons reconnaître que les multiples agences qui œuvrent à réduire le nombre des criminels ont agi de façon très efficace, et le résultat ne peut manquer d'offrir la plus grande satisfaction et le plus vif encouragement à tous ceux qui se soucient du progrès de la condition morale et physique de notre nation »<sup>30</sup>.

- 26 Entre 1867 et 1906, le taux des crimes contre les personnes pour 100 000 habitants diminua de 20 % et celui des atteintes contre la propriété de 33 %. Dans un laps de temps pratiquement similaire (1868-1898) le taux global de personnes jugées tomba de 890 pour 100 000 à 506 pour 100 000<sup>31</sup>. Que l'on considère les statistiques d'époque, ou les données retravaillées par des historiens d'aujourd'hui (sans illusions sur les pièges du quantitatif) l'impression est la même : celle d'un « *déclin du vol et de la violence dans l'Angleterre victorienne et édouardienne* »<sup>32</sup>.
- 27 De même qu'ils avaient, au début du siècle, souligné la prévalence de la criminalité en Grande-Bretagne, les observateurs étrangers rendirent compte de cette transformation sociale majeure. Dans la seconde édition de ses *Études sur l'Angleterre* (1856), Léon Faucher corrigeait les sombres constatations qu'il avait faites une décennie plus tôt en soulignant les signes encourageants enregistrés par les statistiques du *Home Office*<sup>33</sup> ; quarante ans plus tard, le criminologue Gabriel Tarde relevait que les crimes enregistrés avaient diminué de 12 % en dix ans (1883-1893) et que les effectifs des « classes criminelles » étaient dans le même temps tombés de 87 000 personnes à 50 000<sup>34</sup>. Le contraste était d'autant plus grand qu'à la période du « miracle anglais » correspondait dans les pays continentaux une sensibilisation croissante à la violence et une montée des craintes. En France, la « Belle Époque » est aussi celle d'une poussée de violence dans les grandes villes, avec au premier rang la capitale, où le taux brut d'homicides volontaires (meurtres et assassinats) culmine à 2,06 pour 100 000 habitants en 1891-1913, contre 0,85 pour 100 000 trente ans plus tôt, pour reprendre les données calculées par J.-Cl. Chesnais<sup>35</sup> (qui, on le sait, ne veulent en fait rien dire...). Après la Première Guerre mondiale, Herbert Llewellyn-Smith, dans son *New Survey of London*, pouvait se réjouir de la disparition des *rookeries* d'autrefois et du fait que tous les quartiers de la ville étaient maintenant suffisamment sûrs pour que le passant s'y promenât sans danger.
- 28 Certes, la police n'était pas le seul élément responsable de cette amélioration ressentie : il y avait aussi les réaménagements urbains, avec les opérations d'arasement de taudis (*slum clearances*) et de construction de logements-modèles, ou encore les efforts d'éclairage public, qui jouèrent aussi un rôle considérable. Pour autant, les propos flatteurs de



l'auteur de *Scenes from my Life* à propos de la police traduisaient-ils une tendance de fond ? On peut en douter. Les policiers londoniens ont d'abord, et assez durablement, été accueillis avec une hostilité qui, parfois, se traduit de façon très « physique ». L'histoire du premier *bobby* mort en service est d'ailleurs assez révélatrice de cet état d'esprit : le 29 juin 1830, le PC Joseph Grantham trouva la mort en essayant de séparer deux Irlandais ivres en train de se battre ; les contemporains trouvèrent sûrement qu'il l'avait bien cherché, et son nom disparut à tout jamais (ou presque) ; les histoires « officielles » de la police retiennent comme premier policier mort en service John Long, qui fut pris à partie par trois individus suspects dans Gray's Inn Road et qui mourut d'un coup de couteau dans le cœur, le 16 août 1830. Au nombre des reproches couramment adressés à la « nouvelle police », on trouvait le fait qu'elle servît de refuge à des individus peu recommandables. En fait, une analyse précise de l'origine sociale des policiers des premières années montre qu'il y avait beaucoup de *labourers*, d'ouvriers agricoles privés d'emploi et d'anciens militaires<sup>36</sup> – encore ces derniers n'étaient-ils pas, à l'époque, ce qu'il y avait de plus recommandable ! On leur reprochait aussi la brutalité avec laquelle ils exerçaient leurs fonctions ou encore leur inefficacité dans les affaires sortant de l'ordinaire – ce fut notamment le cas lors des crimes de Jack l'Éventreur à l'automne 1888.

- 29 Un tournant se produisit pourtant au début du XX<sup>e</sup> siècle, avec l'affirmation du « mythe » (pour reprendre l'expression de Clive Emsley<sup>37</sup>) du *bobby* anglais (ici londonien) proche de la population de son district, personnage bienveillant qui prévient le crime plus qu'il n'a à réprimer. Pourquoi et comment cette évolution a-t-elle été possible ?
- 30 Il ne faut tout d'abord pas exagérer la vigueur des critiques formulées à l'encontre des policiers : passé les premières décennies, si on constate toujours des agressions, elles diminuèrent en fréquence et en gravité. La vie dans la *Metropolitan Police* ne devait pas être trop dure, car on constate dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle l'allongement de la durée du service, alors qu'au début de son existence, on constatait un important *turn over*<sup>38</sup>. Les années 1890-1900 furent aussi une période de « calme » en matière de sécurité publique, et ayant pour mission de faire respecter la loi et l'ordre, il était inévitable que les policiers en bénéficiassent en termes de prestige. Il est incontestable aussi que la police procéda à un réel effort de « relations publiques », avec la multiplication de gravures, chansons, ballades populaires, etc., insistant sur le thème du policier au service de la communauté. Enfin, les policiers (de Londres mais aussi de grandes villes comme Liverpool, Manchester, Plymouth...) ont recherché plus de considération sociale, en voulant voir reconnu leur statut de « professionnels » de la loi et de l'ordre, dotés d'un savoir et d'un savoir-faire spécifiques<sup>39</sup>. Leur but était d'affirmer leur appartenance à la *lower middle class* : de cette reconnaissance dépendait leur rattachement au monde des classes moyennes, ou leur relégation dans le monde ouvrier, avec lequel il n'y avait, en termes de salaires, que peu de différence.
- 31 La période qui va de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle aux années 1960 constitua l'« âge d'or » des rapports entre police et population : le *bobby* faisait véritablement partie du paysage urbain (mais aussi rural), il était un personnage respecté des habitants de son secteur, et la connaissance qu'il en avait lui permettait de remplir pleinement son rôle préventif au détriment de l'aspect répressif de sa fonction. Ce fut l'apogée du *community policing*, et une période considérée rétrospectivement avec nostalgie et regret par les policiers qui l'ont connue<sup>40</sup>. Sans doute l'image est-elle un peu trop parfaite, et une étude plus précise des sources ne manque pas de démontrer que des tensions persistaient. C'est bien la preuve qu'il convient de regarder au-delà de l'image flatteuse de « la meilleure police au

monde » qui fonctionne davantage comme un mythe à usage interne (c'est-à-dire, en forçant à peine le trait, conforter les Britanniques dans leur sentiment de supériorité innée sur le reste de la planète...) que comme l'expression d'une réalité incontestable.

---

## NOTES

1. *London Chronicle*, 22-25 September 1764.
2. John STEVENSON, *Popular Disturbances in England 1700-1870*, London, 1979 et Robert SHOEMAKER, 'The London "Mob" in the early 18<sup>th</sup> Century', *Journal of British Studies*, 26, 1987.
3. Voir Jacques CARRÉ, « Les lieux de la violence dans les émeutes londoniennes de 1780 », in J. CARRÉ & Sophie BODY-GENDROT (dir.), *Ville et violence dans le monde anglophone*, Clermont-Ferrand, 1989.
4. Christian Augustus Gottlieb GOEDE, *A Foreigner's Opinion of England*, London, 1821, volume 1, pp. 209-213.
5. *London Chronicle*, 9 January 1762.
6. Il s'agit de la barrière qui marque le début d'une *turnpike road*.
7. Francis LACOMBE, *Observations sur Londres*, Genève, 1777, p. 15.
8. *London Chronicle*, 14 January 1762.
9. Henry FIELDING, *An Inquiry into the Causes of the Late Increase of Robbers*, London, 1751, p. 76.
10. Quartier correspondant aux limites de l'ancien monastère des Frères blancs (*Whitefriars*) ou Carmélites, entre Fleet Street et la Tamise, aux confins occidentaux de la City. Tombé à l'abandon après la dissolution des monastères par Henri VIII, il devint un repaire de criminels. Son nom lui fut probablement donné au XVII<sup>e</sup> siècle, les efforts effectués par les autorités publiques pour y rétablir l'ordre rappelant les luttes entre la France et le Saint Empire pour la possession de la province d'Alsace (in Ben WEINREB & Christopher HIBBERT (eds.), *The London Encyclopaedia*, London, 1983, p. 20.)
11. Ce fut, selon l'*Oxford Dictionary of English*, l'œuvre de G. GALLOWAY dans un de ses *Poems on Various Subjects*, publiés en 1792.
12. Sur les *Ratcliffe Highway Murders*, la meilleure étude demeure l'« enquête historico-policrière » (*dixunt*) de P.D. JAMES & T.A. CRITCHLEY, *The Maul and the Pear Tree*, London, 1971 (trad. fr. : *Les Meurtres de la Tamise*, Paris, 1994), où les auteurs concluent d'ailleurs à l'innocence de Williams, qui aurait été assassiné par le vrai coupable.
13. Henry FIELDING, *An Inquiry into the Causes of the Late Increase of Robbers*, London, 1751, p. XXIII.
14. 'Bobby' est le diminutif de « Robert » ; les policiers étaient aussi surnommés les 'Peelers'.
15. Sur tous ces points, voir les travaux fondamentaux de Clive EMSLEY, *Policing and its Context*, London, 1983, et *English Police*, *op. cit.*.
16. Ils sont 26 000 aujourd'hui.
17. Cf. Carolyn STEEDMAN, *Policing the Victorian Community : The Formation of English Provincial Police Forces, 1856-1860*, London, 1984.
18. C'est l'un des acquis de la recherche récente que d'avoir « réhabilité » les anciens *parish constables*, dont l'action a été systématiquement minorée par les partisans de la réforme de la police. Voir, par exemple, Roger SWIFT, 'Urban Policing in Early Victorian England, 1835-1856 : A Reappraisal', *History*, 73, 1988 ; Ruth PALEY, 'An Imperfect, Inadequate and Wretched System?

Policing London Before Peel', *Criminal Justice History*, 1989 ; ou encore C. EMSLEY, *English Police*, op. cit., chap. 1 *passim*.

19. Cf. C. GILL, *History of Birmingham*, op. cit., p. 150.

20. Le parti *whig*, l'un des deux grands partis politiques britanniques avec les *Tories* (et l'ancêtre du parti libéral, auquel il donna naissance dans les années 1840) était, au nom de l'idée de progrès, le parti des réformes : réformes politiques, mais aussi réforme du Code pénal ou de la fonction publique. On parle donc d'« approche », ou de « vision *whig* » pour désigner toute interprétation des événements historiques comme allant systématiquement et exclusivement dans le sens du progrès du bien commun. J. INNES et J. STYLES parlent pour leur part de « perspective réformiste » ('The Crime Wave', *loc. cit.*, p. 204).

21. Cf. les analyses de Leon RADZINOWICZ, *A History of England's Criminal Law*, Oxford, 5 vol., 1948-1986.

22. L'historiographie révisionniste anglo-saxonne sur la police est nettement plus développée qu'en France ; voir, notamment, Wilbur Miller, *Cops and Bobbies : Police Authority in New York and London, 1830-1870*, Chicago, 1977 ; Robert Storch, 'The Plague of Blue Locusts : Police Reform and Popular Resistance in Northern England 1840-1857', *International Review of Social History*, 20, 1975, et idem, 'The Policeman as Domestic Missionary : Urban Discipline and Popular Culture in Northern England, 1850-80', *Journal of Social History*, 1976 ; Victor Bailey (ed.), *Policing and Punishment in 19<sup>th</sup>-Century England*, London, 1981 ; David Jones, *Crime, Protest, Community and Police in 19<sup>th</sup>-Century Britain*, Londres, 1982 ; Douglas HAY & Francis SNYDER (eds.), *Policing and Prosecution in Britain 1750-1850*, Oxford, 1989.

23. Cf. notamment John LANGBEIN, 'Albion's Fatal Flaws', *Past and Present*, 98, 1983, et Peter KING, 'Decision Makers and Decision-Making in the English Criminal Law 1750-1800', *Historical Journal*, 27, 1984 ; pour une synthèse récente, Cl. EMSLEY, *Crime and Society*, op. cit., en particulier pp. 10-12 et 251-253. Aussi Norval MORRIS & David J. ROTHMAN (eds.), *The Oxford History of the Prison : The Practice of Punishment in Western Society*, Oxford, 1995.

24. *Scenes from my Life*. By 'A Working Man', London, 1858, pp. 30-31.

25. Dr W.C. TAYLOR, 'The Moral Economy of Large Towns', *Bentley's Miscellany*, 6, 1839, p. 481.

26. D'après les données de V.A.C. GATRELL & T. B. HADDEN, 'Criminal Statistics and their Interpretation', *loc. cit.*, p. 392-393.

27. *Ibid.*

28. Pour reprendre la célèbre expression de L. RADZINOWICZ & R. HOOD, *Emergence of Penal Policy*, vol. 5 de *A History of England's Criminal Law*, op. cit., p. 113.

29. Frederic HILL, *Crime : Its Amount, Causes and Remedies*, London, 1853, p. 3.

30. George GROSVENOR, 'Statistics on the Abatement of Crime in England and Wales in the Twenty Years Ending 1887-1888', *Journal of the Royal Statistical Society*, 3, 1890, p. 405.

31. L. RADZINOWICZ & R. HOOD, *Emergence of Penal Policy*, op. cit., p. 117.

32. Pour reprendre l'expression dénuée d'ambiguïté de V.A.C. GATRELL, 'Decline of Theft and Violence', *loc. cit.*

33. « Mémoire sur le caractère et sur le mouvement de la criminalité en Angleterre », in Léon FAUCHER, *Études sur l'Angleterre*, Paris, 1856, vol. 2, pp. 225-261.

34. Gabriel Tarde, « La diminution du crime en Angleterre », *Revue pénitentiaire*, 19, 1895, p. 118.

35. Données publiées dans J.-Cl. Chesnais, *Histoire de la violence*, op. cit., p. 74 ; on trouve même pp. 78-79 des chiffres plus élevés encore (3,05 pour 100 000).

36. Haia Shpayer-Makov, 'The Appeal of Country Workers : The Case of the Metropolitan Police', *Historical Research*, 64, 1991.

37. Clive Emsley, 'The English Bobby : An Indulgent Tradition', in Roy Porter (ed.), *Myths of the English*, Oxford, 1992.

38. H. SHPAIER-MAKOV, 'The Appeal of Country Workers', *loc. cit.*

39. Philippe CHASSAIGNE, « Professionnalisation et statut des policiers en Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle », in P. GUILLAUME (dir.), *La Professionnalisation des classes moyennes*, Bordeaux, 1996 ; « Les policiers britanniques à la recherche de la considération sociale », in J. PONTET (dir.), *À la recherche de la considération sociale*, Bordeaux, 1999.

40. B. WEINBERGER, *Best Police in the World ?*, op. cit.

---

## RÉSUMÉS

Les Britanniques ne se résolurent que tardivement à l'instauration d'une police professionnelle. Londres fit office de laboratoire expérimental avec, en 1829, la création de la *Metropolitan Police Force* à l'instigation du ministre de l'Intérieur Robert Peel. Ses effectifs et ses pouvoirs furent progressivement étendus, surmontant les réticences initiales. Le modèle londonien fut même adopté, certes de façon très graduelle, par les villes de province anglaises (l'Écosse et l'Irlande ayant leurs propres systèmes). A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le déclin de la criminalité enregistré par les statistiques criminelles marqua le début d'une « histoire d'amour » entre les Britanniques et leur police, qui allait durer jusqu'aux années 1960.

The British people were extremely reluctant to accept the very idea of a professional police force, smacking as it did of authoritarianism *à la française*. London, where law and order was felt to be most at risk, was used as a testing ground for such a reform by the Home Secretary, Robert Peel, in 1829. The experience was successful, so that the numbers and the powers of the Metropolitan Force were gradually extended, while the London police was taken as a model, albeit rather slowly, by other local authorities in England (Scotland and Ireland retaining their own system of police organisation). At the end of the 19<sup>th</sup> century, the decline in theft and violence displayed in the Criminal Statistics resulted in something akin to a 'love story' between the English and their police, which was to last until the more troubled 1960s.

## AUTEUR

PHILIPPE CHASSAIGNE

Université de Tours